

L'action s'inscrit par ailleurs pleinement dans le plan d'action prioritaire du plan de réforme de l'armée (PRA) qui est en cours d'élaboration. Son objectif global est de contribuer au renforcement de la gouvernance et de l'État de droit, de lutter contre l'impunité et la corruption et de promouvoir une paix juste et durable en RDC qui permettrait d'apporter des solutions durables aux réfugiés et déplacés internes, en assistant les autorités civiles et militaires congolaises dans la conception et la conduite du processus de réforme de la sécurité (volet défense), notamment en matière d'administration et de gestion. Les objectifs spécifiques portent sur i) le renforcement du cadre de mise en œuvre de la réforme de l'armée ; ii) la modernisation de l'administration de la défense; ii) le renforcement de la redevabilité et du lien entre l'armée et la population et ; iv) la protection des populations civiles du Nord Kivu et de l'Ituri en particulier les femmes et les groupes vivant dans des conditions les plus vulnérables comme les personnes déplacées internes.

L'action est mise en œuvre pour une durée de 4 ans au niveau du ministère de la défense et de l'État-Major Général de l'armée, à Kinshasa et dans plusieurs provinces dont le Nord Kivu et l'Ituri. Elle renforce la cohérence entre la réforme de l'armée et les réformes de la justice et de la police dans une vision plus globale de la réforme du secteur de la sécurité, en impliquant l'ensemble des forces de sécurité et en améliorant la relation entre l'armée et les populations, tant au niveau central que local dans le respect du cadre réglementaire de l'instrument IVDCI-Europe dans le Monde. La formulation de la présente action a été faite en associant les attachés militaires belges et français, en étroite collaboration avec le cabinet du ministre de la défense et les principaux chefs de corps concernés. La mise en œuvre sera déléguée à une organisation d'un État membre de l'UE ou internationale (ou plusieurs organisations regroupées) au travers d'une convention de contribution. L'action met en œuvre l'Initiative Equipe Europe « Paix et sécurité », notamment avec la Belgique et la France qui contribueront directement à travers la mise à disposition de ressources humaines dédiées.

Le suivi de l'action devra être particulièrement soutenu et concerner à la fois les aspects techniques et financiers pour le contrôle de la bonne mise en œuvre, le dialogue politique de haut niveau pour veiller à l'avancement des réformes qui sous-tendent sa réussite et un monitoring permanent de la situation sécuritaire dans les zones les plus sensibles.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

Avec ses 2,3 millions de km², la RDC est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne. Sa taille et sa diversité sont en soi un enjeu. La population en 2020 est estimée, suivant les sources, entre 85 millions et plus de 105 millions d'habitants. Son PIB est de 52 milliards de dollars, soit autour de 530 dollars par habitant. Le pays est classé 176^e sur 189 pour l'indice de développement humain. Le rapport d'examen national volontaire des ODD (mai 2020) donne une image du retard qu'accuse la RDC dans de nombreux domaines de l'agenda 2030.

Pourtant, le pays est doté d'importantes ressources naturelles, dont les ressources minières et forestières, de grandes possibilités agricoles et piscicoles, ainsi que d'un très important potentiel d'énergie hydroélectrique (100 gigawatts), solaire et de biomasse. Ceci devrait lui permettre un développement et une croissance économique suffisante pour réduire la pauvreté et la précarité, malgré un taux de croissance de la population de 3 à 3,5 %. Par ailleurs, la RDC possède 60 % du deuxième massif forestier du monde, lui donnant un rôle majeur dans la préservation de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique.

Suite aux élections de 2018/2019, le pays a connu son premier transfert pacifique du pouvoir. Au début 2021, une nouvelle majorité s'est formée au Parlement, qui permet de concrétiser l'alternance politique et d'avancer dans un programme ambitieux de réformes dans plusieurs domaines-clefs pour la coopération UE-RDC. Une fenêtre d'opportunité politique se présente donc pour soutenir le partenariat entre la RDC et l'Union européenne, dans la ligne des conclusions du Conseil de décembre 2019 qui appellent à un réengagement progressif en soutien aux réformes, conditionné à des objectifs clairs et une redevabilité mutuelle. La crise covid-19 a (jusque-là) relativement épargné le pays sur le plan sanitaire à ce jour tandis que le maintien du secteur minier a amorti le choc économique, préservant des perspectives de croissance. Le FMI négocie un programme qui élargirait la marge de manœuvre financière du gouvernement. D'autres partenaires techniques et financiers tels que la Banque Mondiale annoncent également une augmentation sensible de l'aide. La situation du pays reste cependant marquée par une fragilité structurelle, y compris sur le plan sécuritaire avec la présence persistante de groupes armés dans différentes poches d'instabilité. Le faible niveau des recettes de l'État limite toujours les possibilités de l'État intégrateur et protecteur.

Structurellement fragile depuis son indépendance, la RDC reste un État dont les attributs légitimes de souveraineté et l'adhésion des populations à ceux-ci (justice, impôt, autorité politique) sont ébranlés. L'existence de groupes armés violents et prédateurs en est le témoignage le plus emblématique. Ils sont principalement localisés dans l'Est du pays (où ils continuent parfois à bénéficier de soutiens extérieurs), mais sont aussi régulièrement actifs dans d'autres régions, telles que les Kasai dans un passé récent. Les droits humains subissent des violations continues, y compris